



**PRÉFET
DE LA REGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de création d'un forage pour les besoins en eau des cultures de la S.C.E.A. de BRICOTE près du hameau de « Bricoté » sur la commune de Pleine-Sève (76).

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 1^{er} avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR / 19-144 du 3 décembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision n° 2022-02 du 6 janvier 2022 portant subdélégation de signature à Monsieur Yves SALAÛN, directeur régional adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2022-4324 relative au projet de création d'un forage pour les besoins en eau des cultures de la S.C.E.A. de BRICOTE près du hameau de « *Bricoté* » sur la commune de Pleine-Sève dans le département de la Seine-Maritime, déposée par monsieur Damien OUVRY, gérant de la S.C.E.A. de « *Bricoté* », reçue complète le 17 janvier 2022 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 25 janvier 2022 ;
- vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime réalisée le 20 janvier 2022 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à créer un forage d'une profondeur d'environ 120 mètres pour les besoins en eau de 40 hectares de cultures au hameau de « *Bricoté* », sur la commune de Pleine-Sève dans le département de la Seine-Maritime, pour une consommation d'eau estimée à 49 000 m³ par an ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui concerne les « *forages en profondeur, notamment[...] les forages pour l'approvisionnement en eau* » qui soumet à un examen au cas par cas les « *forages pour*

l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m » afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant la localisation du projet :

- sur la parcelle 477-A sur la commune de Pleine-Sève dans le département de la Seine-Maritime ;
- à environ 5 kilomètres du premier site Natura 2000, la zone spéciale de conservation du « littoral Cauchois », FR2300139 ;
- à environ 2,5 kilomètres de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I « bois de Fiquainville » ;
- en dehors de tout périmètre de captage d'eau destinée à la consommation humaine ;
- à environ 3,5 kilomètres des zones humides les plus proches ;
- en dehors d'une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ;
- en dehors de tout site inscrit ou classé ;

le projet de forage n'étant pas susceptible d'incidence sur les espaces naturels ;

Considérant que la nappe visée est celle de la « *Craie altérée du littoral Cauchois* », référencée 3203 ; que le pétitionnaire s'engage à ne pas creuser à plus de 50 mètres de profondeur, norme nivellement général de la France (NGF) et donc à rester à plus de 60 mètres au-dessus de la nappe des sables de l'Albien-Néocomien classée en zone de répartition des eaux ;

Considérant que l'impact du prélèvement sur le bon état quantitatif des eaux superficielles (BEQUESU) est faible, inférieur à 5 % ; considérant également que l'impact sur le bon état quantitatif des eaux souterraines (BEQUESO) est de 1,45 %, donc inférieur à 10 % ; que la nappe n'est pas classée en nappe à réserver en priorité à l'alimentation en eau potable (NAEP) ; qu'elle n'est pas soumise à des dispositions de gestion spécifique dans le secteur d'étude ;

Considérant que les eaux brutes épuisées seront distribuées aux cultures par un réseau de conduites d'irrigation ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à respecter les distances minimales fixées par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 ; que le forage sera équipé d'un compteur d'eau conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement ;

Considérant que le risque de pollution de la nappe lors de l'exploitation est pris en compte par la réalisation d'une cimentation annulaire ainsi que par la création d'une dalle de béton scellée en aplomb du forage ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1er

Le projet de création d'un forage d'une profondeur d'environ 120 mètres pour les besoins en eau de 40 hectares de cultures, au hameau de « Bricoté » sur la commune de Pleine-Sève (Seine-Maritime) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 16 février 2022

Pour le préfet de la région Normandie et par
délégation, pour le directeur régional de
l'environnement, de l'aménagement et du
logement, le directeur adjoint



Yves SALAÛN

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

*Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX*

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

*Madame la ministre de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS*

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

*Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN*

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr